

Numéro 12 - 1er avril 2017

**47e anniversaire de la fondation du
Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste)**

Le Parti marxiste-léniniste du Canada inaugure son Bureau national à Ottawa



Réception pour inaugurer le Bureau national du Parti marxiste-léniniste du Canada à l'occasion du 47e anniversaire de la fondation du Parti le 31 mars 2017 à Ottawa. La dirigeante nationale du PMLC Anna Di Carlo (au centre) y a pris la parole de même que d'autres membres de l'exécutif du Parti.

**47e anniversaire de la fondation du Parti communiste du Canada
(marxiste-léniniste)**

- **Le Parti marxiste-léniniste du Canada inaugure son Bureau national à Ottawa**

Discussion

- **Le budget fédéral**

Journée de la terre palestinienne

- **Vive le peuple palestinien et sa résistance! Exigeons tous la fin de l'occupation!**
- **Avec l'occupation, Israël détient plus de 85% de la Palestine historique**

**47e anniversaire de la fondation du
Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste)**

Le Parti marxiste-léniniste du Canada inaugure son Bureau national à Ottawa

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) transmet ses salutations révolutionnaires à tous les membres, supporters et amis du Parti et aux travailleurs et au peuple en ce 47e anniversaire de sa fondation. Sans leur soutien et leur confiance nous ne serions pas ici aujourd'hui.

Aujourd'hui, à Ottawa, nous donnons une réception pour inaugurer officiellement le nouveau Bureau national du Parti. Nous félicitons la Branche d'Ottawa-Gatineau du PCC(M-L) et les Jeunes pour le renouveau démocratique pour le travail qu'ils ont fait pour préparer et pour gérer le Bureau national sur une base professionnelle. Nous saluons aussi les cadres qui sont formés à travers le pays pour faire le travail du Bureau sur une base planifiée et professionnelle. Nous remercions en particulier les camarades et amis qui ont répondu à l'appel du Parti à soutenir ce projet par la collecte de fonds. La moitié des 40 000 \$ requis pour le budget de cette année a déjà été recueillie, ce qui est une excellente nouvelle.

Nous demandons à tous de ne pas relâcher la mobilisation en appui à cet important travail du Parti.

Nous sommes également heureux de vous annoncer qu'en plus du travail pour le renouveau démocratique et une constitution moderne, le Bureau national aura la responsabilité de superviser les campagnes d'adhésion et la communication avec les membres et le public. Un bon départ a été fait avec l'émission de la carte de membre à des centaines de nouveaux membres pour 2017 et le renouvellement de la carte de ceux qui étaient déjà membres. Tous recevront leur carte durant le mois qui vient. C'est d'autant plus important maintenant que le Parti a entrepris d'engager les membres et supporters dans les préparatifs pour le Neuvième Congrès.



**Anna Di Carlo, dirigeante nationale du PMLC, et
Louis Lang, représentant l'organisation
d'Ottawa-Gatineau du Parti**

Une conception moderne des droits

Nous marquons cette année le 150e anniversaire du Canada et célébrons le 180e anniversaire des Rébellions dans le Haut et le Bas-Canada. Les Rébellions de 1837-38 ont mené à l'établissement de ce qu'on a appelé le gouvernement responsable. Les institutions actuelles et la conception actuelle des droits au Canada remontent à cette époque. Ce qu'il faut surtout retenir de ces événements, c'est que ce n'est pas le peuple qui a été investi de la souveraineté. Au contraire, par une série de proclamations royales la souveraineté a été enchâssée dans les pouvoirs policiers d'un monarque étranger et d'intérêts privés. Ces arrangements demeurent à ce jour un obstacle à l'édification d'un Canada moderne et indépendant.

Les célébrations de la confédération canadienne ont lieu à l'heure où le Canada est devenu intégré à l'économie et à la machine de guerre des États-Unis. Sous la direction des impérialistes américains, l'armée canadienne est engagée dans des actes d'agression et d'occupation contre d'autres pays sans le consentement des Canadiens et dans une grande mesure en opposition au désir des Canadiens

d'avoir un gouvernement antiguerre et de faire du Canada une zone de paix.

Bien que des sommes immenses soient dépensées pour célébrer le 150e anniversaire du Canada, la discussion et l'élaboration de deux thèmes sont strictement interdites : l'histoire du Canada et la Constitution canadienne ! L'interdiction est imposée sous prétexte de vouloir préserver l'unité. En réalité c'est fait pour créer un climat d'insouciance et saper les mouvements politiques du peuple à la défense de ses droits. C'est aussi pour le priver de la conception du monde nécessaire pour bâtir le Nouveau. Dans cette situation, l'histoire appelle la classe ouvrière à donner un but au Canada qui défende les droits de tous et assure un brillant avenir aux générations à venir.



Le 150e anniversaire du Canada ne peut être vu en dehors du contexte de l'assaut réactionnaire furieux qui se mène sous prétexte qu'il n'y a pas d'alternative à la guerre et à la répression. Cette conception du monde est fondamentalement antiouvrière, raciste, misogyne et guerrière, ancrée dans une préoccupation morbide de la défaite. Cette conception du monde désinformée bloque la réalisation du désir des travailleurs, des jeunes et des générations plus âgées de bâtir le Nouveau. Elle s'oppose à l'unité des peuples du monde sur une base organisée et prétend qu'il n'y a pas d'alternative à la guerre et au privilège de classe. Elle sert à bloquer tout renouveau de la société qui pourrait ouvrir une voie au progrès à la défense des droits de tous et à l'affirmation de la souveraineté nationale des peuples partout. Cela comprend ici au Canada le droit du Québec à l'autodétermination et les droits ancestraux des peuples autochtones ainsi que les droits de citoyenneté sur une base moderne dans une nouvelle constitution.

Les célébrations du 150e anniversaire de la Confédération rappellent l'importance de discuter de la conception des droits enchâssée dans la Constitution par *l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867*, et surtout dans sa version amendée de 1982 à laquelle on a ajouté la *Charte des droits et libertés*.

Aujourd'hui, au nom de la force dans la diversité, on assiste à la négation des droits de tous par la division du peuple en fonction de l'origine nationale, de l'ethnicité, du sexe, de la religion, de la richesse et des capacités. Cela est fait pour affaiblir la défense collective consciente et organisée des droits qui appartiennent à tous du fait qu'ils sont des êtres humains et la lutte de la classe ouvrière et du peuple pour humaniser l'environnement naturel et social.

Les travailleurs se rendent compte que la sécurité et la tranquillité d'esprit pour leur famille durant et après la vie active leur échappent. La richesse et le pouvoir sont de plus en plus concentrés dans les mains de quelques-uns. Les gouvernements des lois font place à des gouvernements des pouvoirs de police. Au lieu d'apporter les réformes nécessaires à la loi électorale pour débarrasser le processus politique des vestiges du privilège et permettre aux Canadiens d'exercer un contrôle sur les représentants politiques et les tenir imputables de leurs actes, c'est le contraire qui se produit.

Les travailleurs et les jeunes cherchent comment comprendre la conjoncture historique actuelle et quelle théorie et quelles actions sont nécessaires pour changer la situation en leur faveur. L'élection de Donald Trump comme président des États-Unis crée beaucoup d'inquiétudes, tout comme l'attitude servile du gouvernement du Canada envers les mesures arbitraires prises par l'administration américaine au nom de la sécurité et de la prospérité, mesures qui consistent à recourir de plus en plus aux pouvoirs policiers.

Les travailleurs sont alarmés par la détérioration des conditions de vie et de travail au Canada, aux États-Unis, au Mexique et dans les pays où le Canada intervient militairement pour imposer un changement de régime pour le compte de l'impérialisme américain et sa quête d'hégémonie mondiale. Pendant que les riches s'enrichissent et que les pauvres s'appauvrissent, les dangers de guerre et les menaces à l'environnement naturel et social continuent de grandir. Dans ces conditions, il devient d'autant plus urgent de renforcer la capacité à répondre au besoin d'engager les travailleurs et les jeunes dans le travail du Parti, à rehausser le profil national du Parti et à élargir la base technique du Parti. C'est à ces questions que nous nous attaquons en préparant le Neuvième Congrès du Parti et en bâtissant les institutions et en innovant le processus politique nécessaires pour bâtir un Canada moderne.



À cet égard, nous sommes également heureux d'annoncer que le Parti marxiste-léniniste du Québec (PMLQ) tient une Conférence à Montréal le 7 mai pour discuter de la conception des droits dans la vieille constitution du Canada et de la conception moderne qu'il faut à la base d'une nouvelle constitution. Le but de la conférence est de mobiliser les travailleurs et les jeunes pour faire la lumière sur l'origine des pouvoirs policiers déclenchés contre eux aujourd'hui et trouver comment y

répondre en défendant les droits de tous et en bâtissant le Nouveau. Des conférences semblables auront lieu partout au pays.

Besoin historique de bâtir le Nouveau

Nos célébrations auront pour thème *La naissance du Nouveau* pour contribuer à la recherche d'une voie au progrès de la société dans les conditions d'aujourd'hui et élaborer ensemble le rôle du Parti communiste dans la réalisation par les masses du peuple des grandes transformations sociales tant nécessaires aujourd'hui.

Le Parti appelle aussi ses membres et amis à se joindre à lui pour discuter de la thèse du Parti de la *Nécessité de changement* à l'occasion du 50e anniversaire de son adoption en 1967. L'analyse *Nécessité de changement* présente la conception du monde qui guide le travail du Parti. Nous nous joignons également aux partis communistes et aux peuples du monde dans la célébration du 100e anniversaire de la Grande Révolution socialiste d'Octobre 1917.

Pour marquer ces occasions, une importante conférence se tiendra le 12 août à Ottawa sous le thème : *La naissance du Nouveau* à laquelle tous sont invités. La conférence sera suivie d'un Concert et d'une Réception ainsi que de la Cérémonie annuelle de l'aube au Monument du Parti au Cimetière Beechwood le 13 août. Ce sera en hommage au fondateur et dirigeant du Parti, le camarade Hardial Bains, à l'occasion du 20e anniversaire de son décès, ainsi qu'à tous les camarades du Parti qui sont décédés et dont nous chérissons les contributions à la construction du nouveau dans ce pays. En cette occasion nous rendons également hommage au camarade Fidel Castro et à son oeuvre ainsi qu'à la vie de tous ceux qui, à l'échelle internationale, ont contribué à notre cause commune : la paix, la liberté et la démocratie.

En ce jour de célébration du 47e anniversaire du PCC(M-L), nous rendons un grand hommage à notre dirigeant et fondateur du Parti Hardial Bains et aux autres camarades disparus et dédions notre travail à leur mémoire. Nous souhaitons à toutes les organisations du Parti à tous les niveaux du succès dans leur travail.

***Ensemble, avançons vers un Canada moderne qui défend les droits de tous et toutes !
En avant pour la naissance du Nouveau !
Vive le PCC(M-L) !***

*Comité central, Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste)
31 mars 2017*



Pour plus d'information sur le projet du PCC(M-L) de bâtir le Bureau national et pour participer à ce travail, écrire à bureau@cpcml.ca.

Pour faire un don à ce projet par la poste, faire un chèque ou mandat à l'ordre du PMLC et l'envoyer à : **PMLC, case postale 666, succursale C, Montréal, Québec H2L 4L5** ou le faire par PayPal à cpcml.ca/fr/contacter-joindre/

Pour les dons de plus de 20 \$, inclure nom et adresse, tel que l'exige la loi électorale. Le PMLC émettra un reçu qui donne droit à un crédit d'impôt. La contribution maximale autorisée par la loi à un parti politique enregistré en 2017 est de 1 550,00 \$.



Discussion

Le budget fédéral



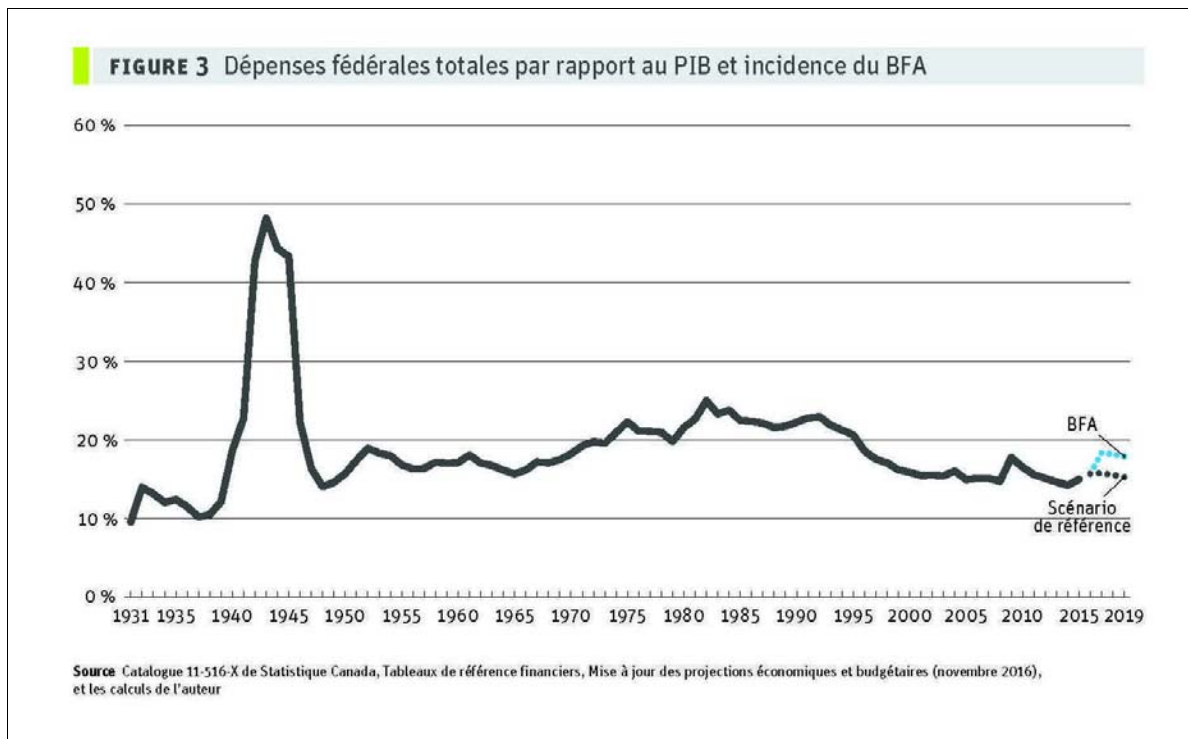
D'ordinaire, le budget fédéral annuel fait des ajustements mineurs à la façon dont il fait sa réclamation à la valeur nouvelle que la classe ouvrière produit au sein de l'économie socialisée et dont il dispose du montant recueilli. Le parti au pouvoir dépose un budget qui, en pratique, n'est pas remis en question parce que ce parti exerce son mandat dictatorial dans le cadre du système des partis politiques cartellisés officiels qui contrôlent le parlement.

Les circonstances qui dictent des changements budgétaires importants apparaissent en périodes de crises, comme celle de la Deuxième Guerre mondiale. Le budget de 2017 du Parti libéral au pouvoir est essentiellement une répétition de son budget de 2016. Certaines mesures fiscales ont été légèrement modifiées, comme l'abolition du crédit d'impôt pour les laissez-passer de transport en commun et l'augmentation des droits d'accise sur l'alcool et les produits du tabac, sinon presque tout est resté inchangé.

Le budget de 2017 prévoit de nouvelles dépenses nettes au cours des six prochaines années, totalisant seulement 4,4 milliards \$ sur un budget annuel de 303 milliards \$. L'économie socialisée annuelle (PIB) est estimée à 2 100 milliards \$ et croît d'environ 2 % par an, principalement parce que des centaines de milliers de nouveaux travailleurs entrent sur le marché du travail chaque année et produisent une valeur additionnelle.

Le tableau (Figure 3) préparé par le Centre canadien de politiques alternatives (CCPA) indique les fluctuations des dépenses en pourcentage de l'économie socialisée depuis 1931. Il est important de noter le grand bond au cours de la Deuxième Guerre mondiale et la diminution graduelle du pourcentage avec le début de l'offensive antisociale dans les années 1980.

Toutes les citations proviennent du Budget fédéral alternatif 2017 du CCPA, qui se trouve [ici](#).



« Les dépenses fédérales par rapport à l'économie n'ont jamais été aussi faibles, comme le montre la figure 3. En vertu du programme du gouvernement fédéral, elles s'établiront à un niveau jamais atteint par le passé de 14 % d'ici 2019. Pour mettre ce pourcentage en perspective, disons que d'ici au prochain scrutin canadien les dépenses du gouvernement n'auront jamais été aussi faibles depuis 1939, malgré le fait que les responsabilités fédérales -- la sécurité de la vieillesse et les soins de santé universels, pour n'en nommer que quelques-unes -- sont beaucoup plus grandes qu'elles ne l'étaient à l'époque. Une des raisons pour laquelle le gouvernement fédéral a eu peu d'effet sur la croissance de l'économie et de l'emploi est que ses mesures ne sont pas à la hauteur de la tâche, comparativement aux normes historiques. »

Cela étant dit, le budget fédéral est d'une grande importance pour l'élite dominante qui contrôle l'économie et la politique du pays. Le budget représente la mise en commun de la valeur nouvelle que les travailleurs produisent pour soutenir l'État, qui est le principal rempart du maintien des privilèges de classe et des rapports de production existants dans le cadre desquels les travailleurs vendent leur capacité de travail à ceux qui possèdent et contrôlent les forces de production socialisées. La classe sociale qui contrôle les forces de production et l'État contrôle la valeur ajoutée disponible pour la répartition et l'investissement. L'État actuel empêche la classe ouvrière de donner une nouvelle direction prosociale à l'économie et d'effectuer le renouveau démocratique du système politique.

Les quatre grandes catégories suivantes du budget fédéral (ces catégories se chevauchent souvent) montrent les principales préoccupations de l'élite dominante :

1. Assurer la sécurité de l'État et les rapports de production actuels par les pouvoirs de police : l'armée, la police politique et les agences d'espionnage, la police nationale, le système judiciaire, les prisons etc.. Le budget prévoit rien que pour l'armée 19,3 milliards \$ de dépenses annuelles et un 40 milliards \$ non budgétisé pour l'achat à court terme principalement d'avions de combat fabriqués aux États-Unis et de navires de guerre construits au Canada.

2. **Le gouvernement et la bureaucratie et ce qu'on qualifie souvent de société civile.** Cela comprend le financement du parlement, les partis politiques cartéllisés, les ministères gouvernementaux, l'application du droit du travail et du droit commercial, etc, et un vaste éventail d'organisations non gouvernementales.

3. L'argent de l'État versé directement aux entreprises privées par des **stratagèmes pour payer les riches**. Dans le budget de 2016, l'appellation à la mode pour ces stratagèmes était « infrastructure », tandis que dans le budget actuel, le thème récurrent est « innovation ». L'« innovation » ou un terme dérivé apparaît plus de 350 fois dans le budget de 2017. Les moyens et les agences qui servent à payer les riches se retrouvent à tous les niveaux du gouvernement.

4. **Les programmes sociaux et services publics.** Ceux-ci ont plusieurs objectifs : la reproduction de la classe ouvrière et de sa capacité de travailler, fournir aux entreprises privées et d'État au sein de l'économie socialisée les services nécessaires à leur fonctionnement et assurer et renforcer la domination idéologique et culturelle de l'oligarchie financière sur l'ensemble de la société.

La classe ouvrière peut influencer la catégorie 4 par la lutte de classe pour forcer l'État à augmenter les investissements dans les programmes sociaux et les services publics dont bénéficient les travailleurs et améliorer leurs conditions de travail et de vie.

La classe ouvrière a la responsabilité d'introduire sa propre idéologie et sa propre politique dans la société par ses institutions qu'elle bâtit et dont elle maintient l'indépendance par rapport à l'élite dominante et à l'État.

La classe ouvrière, par les programmes sociaux et les services publics de l'État, peut accroître sa réclamation à la valeur nouvelle que les travailleurs produisent, la valeur reproduite sociale. Cela complète la valeur reproduite individuelle, qui comprend les salaires et les avantages sociaux des travailleurs qui travaillent, et cela contribue à augmenter la réclamation globale des travailleurs à la valeur nouvelle qu'ils produisent.

La valeur reproduite est dans un état de lutte constante avec la valeur ajoutée revendiquée par ceux qui possèdent et contrôlent l'économie socialisée. Cette lutte de classe porte sur la valeur nouvelle que produisent les travailleurs. La valeur nouvelle est composée de la réclamation de la classe ouvrière, la valeur reproduite, qui permet la reproduction des travailleurs et maintient leurs conditions de vie tout au long de leur vie, de la réclamation de ceux qui possèdent et contrôlent l'économie socialisée, la valeur ajoutée, qui devient le profit d'intérêts et des capitaux propres, et des réclamations de l'État, principalement les impôts, pour maintenir les institutions improductives de l'État comme les pouvoirs de police, le gouvernement et une grande partie de la bureaucratie de l'État.

L'élite dominante a besoin constamment d'un surapprovisionnement de travailleurs instruits et en bonne santé pour son marché du travail. La classe ouvrière vend sa capacité de travail à ceux qui possèdent et contrôlent l'économie socialisée en échange de la valeur reproduite contenue dans la



valeur nouvelle que produisent les travailleurs. La classe ouvrière s'attend à ce que cet échange pour la valeur reproduite dure toute la vie du travailleur, notamment durant les périodes de chômage. Cet échange doit garantir le niveau de vie et les conditions de travail des travailleurs tout au long de la vie du travailleur et l'équilibre dans les rapports de production en dépend.

L'offensive antisociale des oligopoles et de l'oligarchie financière organisée par l'État pour abaisser la valeur reproduite et accroître la valeur ajoutée a perturbé l'équilibre des rapports de production des classes sociales. Le défi auquel fait face la classe ouvrière est de se défendre dans le présent et de se préparer subjectivement à la transformation radicale des rapports de production des classes sociales qu'est la nouvelle direction de l'économie et le renouveau démocratique de la politique pour défendre les droits de tous et l'intérêt général de la société.

Pour que la transformation radicale des rapports de production se produise, la classe ouvrière doit s'unir et organiser ses forces pour priver l'oligarchie financière de son pouvoir de priver la classe ouvrière de son droit de se défendre et de son droit de mettre les rapports de production en conformité avec les forces de production socialisées et d'ouvrir la voie du progrès de la société et de l'émancipation de la classe ouvrière et de l'humanité tout entière.

Le but et la vision des deux principales classes sociales

La lutte des classes est centrée sur la question suivante : quelle classe sociale doit contrôler l'économie socialisée et la politique du pays ? Le but et la vision de la classe ouvrière reflètent la nature socialisée de son travail dans l'économie moderne interdépendante et la nécessité d'une coopération pour s'assurer qu'elle exerce son activité dans le cadre du projet d'édification nationale libre des crises et de la guerre, et dans lequel la valeur nouvelle que produisent les travailleurs est la base matérielle de la garantie des droits et du bien-être de tous.

Le but et la vision de l'oligarchie financière sont sa lutte intéressée pour mettre l'économie socialisée et la classe ouvrière au service de ses intérêts privés et de ses privilèges de classe avec lesquels elle s'approprie, à ses propres fins de bâtisseurs d'empire au sein du système impérialiste d'États dirigé par les États-Unis, la valeur nouvelle que produisent les travailleurs. Le but et la vision des riches oligarques sont en contradiction avec le caractère socialisé de l'économie moderne qui requiert la coopération de tous ses secteurs interdépendants pour fonctionner sans crise et sans guerre.

Le but et la vision de la classe ouvrière sont centrés sur la nécessité de son émancipation de l'oppression de classe. Pour s'affranchir de l'oppression de classe et prendre le contrôle de sa vie et de son travail, la classe ouvrière doit libérer l'humanité tout entière de l'exploitation et des privilèges de classe et faire progresser l'humanité jusqu'à l'élimination complète des classes sociales.

Le budget fédéral dans le contexte de la lutte des travailleurs pour exercer un contrôle sur les affaires qui les affectent

Les travailleurs sont confrontés à un système économique et politique qui les prive du droit de contrôler leurs conditions de travail et de vie et de résoudre les problèmes économiques et sociaux. Les problèmes dans les secteurs de base de l'économie socialisée ne résolus sans investir du pouvoir ceux qui travaillent dans ces secteurs. Les crises récurrentes dans l'industrie de l'acier, la foresterie, la fabrication en général et tous les autres secteurs témoignent de la nécessité que les travailleurs s'organisent pour prendre le contrôle de leur travail et de leurs vies. Le contrôle des travailleurs doit s'étendre aux investissements qui sont réalisés à partir de la valeur nouvelle que les travailleurs produisent. Le contrôle des travailleurs sur la valeur nouvelle qu'ils produisent est

nécessaire pour que la responsabilité sociale envers l'environnement humain et naturel et les intérêts généraux de la société devienne la priorité.

Pour empêcher l'oligarchie financière de dilapider la valeur nouvelle que produisent les travailleurs dans une concurrence intéressée et destructrice pour l'édification d'empire et la guerre, il faut que les travailleurs contrôlent l'économie socialisée. Le contrôle de l'oligarchie financière est en contradiction avec le désir du peuple pour l'édification nationale, la démocratie et la paix, et la coopération au sein de l'économie socialisée de ses parties interdépendantes dont l'économie a besoin pour fonctionner sans crises.



Le but et la vision sont essentiels à la résolution des problèmes

Pour doter l'économie d'un nouvel objectif consistant à résoudre les problèmes, un contrôle exercé par la classe ouvrière est une nécessité. Les problèmes énumérés par le CCPA dans son budget fédéral alternatif ne peuvent pas être résolus si l'objectif n'est pas de résoudre chaque problème spécifique.

L'oligarchie financière qui est au poste de commande place la réalisation du profit privé au centre de la solution des problèmes. Il s'ensuit que les problèmes ne sont pas résolus parce que l'objectif de résoudre les problèmes est absent et remplacé par l'objectif de réaliser le profit privé. Tous les problèmes que le CCPA décrit dans son budget alternatif requièrent un objectif spécifique consacré à la solution de ce problème, à l'exclusion d'un autre objectif.

Par exemple, l'objectif de l'éducation doit être de garantir le droit à l'éducation pour tous. L'objectif privé de réaliser du profit à même l'éducation ne peut pas assurer le droit à l'éducation parce que ce n'est pas le but recherché. C'est la même chose en ce qui concerne le droit aux soins de santé, aux soins pour les personnes âgées, au logement, à la nourriture, à la sécurité de la retraite et à tous les autres droits qui appartiennent aux gens en tant qu'êtres humains.

Le CCPA écrit :

« Le prix moyen d'une maison au Canada frise le demi-million de dollars -- voire le double à Vancouver. Une miche de pain de fabrique vous coûtera près de 5 \$ si vous vivez au Nunavut. Le coût d'inscription à une garderie de votre bébé de deux ans à Toronto dépasse maintenant 16 000 \$ par année.

« Plus de 4,5 millions de Canadiens et Canadiennes vivaient sous le seuil de pauvreté en 2014, dont 991 000 enfants. Les taux de pauvreté sont plus grands chez les femmes, les personnes racialisées et les immigrants, mais ils ont grimpé en flèche pour les personnes handicapées, les femmes monoparentales et les Autochtones. La moitié des enfants des Premières Nations vit dans la pauvreté.

« Un Canadien sur huit souffre régulièrement d'insécurité alimentaire et plus de 800 000 personnes visitent une banque alimentaire chaque mois. Près de 100 collectivités Premières Nations n'ont toujours pas d'eau potable. Plus du tiers des ménages Inuits vivent dans des logements surpeuplés ou insalubres. En outre, 3,5 millions de Canadiens et Canadiennes n'ont pas d'assurance-

médicaments de sorte que bon nombre d'entre eux se privent d'importants médicaments sur ordonnance.

« Le Canada est loin de pouvoir atteindre sa cible de réduction des émissions de gaz à effet de serre laissant ainsi les générations futures responsables de payer la note des changements climatiques. L'endettement des ménages canadiens a excédé la taille de notre économie (PIB) pour la première fois l'année dernière. La dette de consommation du Canadien moyen s'établit à 21 348 \$ (sans compter la dette hypothécaire). La dette totale des agriculteurs canadiens se situe à l'heure actuelle à 92 milliards de dollars. La dette publique des étudiants a atteint 28 milliards de dollars, selon les dernières données.

« D'autre part, les deux Canadiens les plus riches détiennent le même avoir que la tranche de 30 % la plus pauvre de la population. Les 100 chefs de direction qui sont les mieux payés au Canada ont reçu en moyenne 9,5 millions de dollars chacun en 2015. De plus, notre régime fiscal continue d'accorder de plus grands avantages aux salariés à revenu élevé. Par exemple, le crédit d'impôt relatif aux gains en capital profite à plus de 90 % à la tranche de 10 % des salariés au revenu le plus élevé, dont 87 % à la tranche supérieure de 1 %. Depuis 10 ans, les taux d'imposition fédéraux pour les entreprises ont été réduits de près de 50 %, alors que ces mêmes entreprises ont accumulé plus de 500 milliards de dollars en surplus de trésorerie. »

La crise des services de garde à l'enfance

La crise des services de garde à l'enfance au Canada a été amplement démontrée. Les services de garde à l'enfance doivent faire partie du système d'éducation publique fonctionnant selon le principe qu'une éducation de qualité est un droit pour tous, de la naissance au décès. L'éducation pré-élémentaire et les soins aux enfants fournis dès que possible après la naissance doivent être intégrés au système d'éducation publique. L'infrastructure et le personnel du système d'éducation doivent être augmentés de façon à permettre la réalisation du droit à l'éducation pour tous.

L'établissement d'un gouvernement antiguerre et la transformation du Canada en une zone de paix requièrent que les travailleurs soient en position de contrôle

Le budget de la défense doit être lié à l'objectif de créer un gouvernement antiguerre et de faire du Canada une zone de paix. Pour réaliser cet objectif, il faut mettre un terme aux achats de matériel militaire d'entrepreneurs privés au sein du système impérialiste d'États et cesser de profiter de la guerre et de la répression par des exportations militaires telles que l'exportation désastreuse d'armements par le gouvernement Trudeau au régime médiéval d'Arabie Saoudite qui participe en ce moment à des guerres de conquête dirigées par les États-Unis contre ses voisins et à une guerre répressive contre son propre peuple.



Le Canada doit sortir de l'OTAN et NORAD et mettre fin à toute participation militaire au sein du système impérialiste d'États. Tous les engagements de maintien de la paix au sein de l'ONU sont suspects car l'organisation est maintenant dominée par les grandes puissances et leurs intérêts impérialistes. Toutes les troupes canadiennes devraient être rapatriées. Aucune activité de

formation conjointe avec d'autres pays ne devrait se tenir à ce moment-ci et les troupes étrangères et les agents de police étrangers ne devraient pas être autorisés à opérer au pays et le Canada ne devrait pas installer d'armements étrangers comme les missiles sur son territoire.

Les dépenses militaires dans le budget 2017 demeurent sensiblement les mêmes (19,3 milliards \$), mais on indique qu'une étude sur la défense pourrait introduire de nouvelles dépenses à tout moment. En outre, les achats militaires à court terme, en sus du budget général, sont estimés à 40 milliards \$ avec une prévision à long terme de 83 milliards \$.

La déclaration belliciste suivante apparaît dans le budget 2017 de Trudeau en vue d'une guerre contre la Russie et de l'établissement d'un contrôle sous la direction des États-Unis sur les peuples d'Europe de l'Est :

« En tant que membre influent de l'OTAN, le Canada a toujours déployé ses troupes et son équipement aux endroits et aux moments où les besoins étaient les plus grands. En juillet 2016, le premier ministre a annoncé que le Canada dirigerait un groupement tactique multinational robuste de l'OTAN en Lettonie dans le cadre de la présence avancée renforcée de l'Alliance en Europe de l'Est. Il s'agit de la plus importante présence militaire continue du Canada en Europe en plus de dix ans, à un coût de 348,6 millions de dollars sur trois ans. De plus, le Canada a renouvelé l'Opération UNIFIER, son soutien aux efforts déployés par l'Ukraine pour maintenir sa souveraineté, sa sécurité et sa stabilité, à un coût de 29 millions de dollars par année durant deux ans. »

L'assurance-emploi

Aujourd'hui au Canada, 20 % des emplois sont à temps partiel et environ 14 % sont à contrat ou saisonniers. Cela rend l'admissibilité à l'assurance emploi presque impossible pour de nombreux travailleurs. Le taux de prestations d'assurance-emploi est faible : seulement 55 % de la moyenne des revenus au cours des six mois précédents. D'autres problèmes existent qui ont été bien documentés. (Lire à ce sujet [le numéro du 9 mars 2017 de *Forum ouvrier*](#))

Pour éliminer le fléau du chômage, l'objectif doit être l'abolition du marché du travail désuet et de faire du chômage une notion et une pratique inacceptables tout comme l'esclavage et le marché des esclaves sont devenus inacceptables et répugnants à la conscience sociale de l'humanité

Les travailleurs avant la retraite devraient travailler, être à l'école ou recevoir une forme d'assistance sociale. L'État a la responsabilité sociale de trouver aux travailleurs un travail approprié dans leur région ou de leur fournir une formation supplémentaire et des activités culturelles supplémentaires ainsi qu'un niveau de vie et un revenu acceptable si ceux qui contrôlent les forces productives ne leur fournissent pas de travail. Dans le cadre d'un projet d'édification nationale, chaque région du Canada devrait s'efforcer d'avoir une base économique diversifiée qui n'est pas saisonnière ou fortement dépendante d'un seul secteur. Cette lutte exige bien sûr le contrôle des travailleurs sur leur vie et leur économie socialisée.

En mettant le facteur humain / conscience sociale aux commandes de la société, l'économie moderne et socialisée de la grande production industrielle pourra garantir le travail, l'éducation et la culture pour tous et les droits et le bien-être des gens seront assurés tout au long de leur vie.

Arrêtez de payer les riches

Les stratagèmes pour payer les riches se retrouvent dans toute l'économie. Le CCPA en cite plusieurs dans le secteur de l'énergie.

« La déduction pour amortissement accéléré (DAA) fournie aux projets de gaz naturel liquéfié (9 millions de dollars par année) ; les déductions pour actions accréditatives offertes aux personnes qui investissent dans les projets de charbon, pétrole et gaz (133 millions de dollars par année) ; les sociétés en commandite d'exploration (somme inconnue) ; les frais d'exploration au Canada (FEC) pour l'extraction de charbon (148 millions de dollars par année) ; les frais d'aménagement au Canada (FAC) pour les puits de pétrole et de gaz ou l'exploitation minière (1,018 milliard de dollars par année) ; les frais à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz (FBCPG), qui permettent aux entreprises de réclamer 10 % des coûts d'acquisition de puits de pétrole et de gaz et de droits (36 millions de dollars par année) ; l'exemption des droits d'importation des unités mobiles de forage en mer dans l'Atlantique et l'Arctique ; les frais relatifs à des ressources à l'étranger (FRE) et les frais d'exploration et d'aménagement à l'étranger (FEAE). »

Les droits des peuples autochtones

Le CCPA souligne certains des problèmes urgents auxquels font face les peuples autochtones dont les droits doivent être garantis dans la constitution même du Canada et réalisés de façon concrète :

« Plus de 10 000 diplômés du niveau secondaire des Premières Nations n'ont pas accès à un enseignement postsecondaire et les enfants reçoivent un enseignement de qualité inférieure en raison d'un plafond de financement de longue date. Les services à l'enfance et à la famille des Premières Nations ne sont pas à la hauteur des normes provinciales, car le financement n'est pas adéquat. La qualité inférieure des logements, l'insalubrité de l'eau potable propre des infrastructures obligent les membres des Premières Nations à quitter leurs collectivités. Quelque 58 langues autochtones sont menacées d'extinction. »

Les droits des femmes

Le CCPA souligne :

« Les femmes représentent 47 % de la main-d'oeuvre rémunérée au Canada, sont plus susceptibles que les hommes d'avoir suivi une formation postsecondaire et gagnent en moyenne 30 % de moins. Les femmes effectuent un plus grand nombre d'heures de travail non rémunérées à la maison et au travail que les hommes. Les femmes représentent 92 % des travailleuses et travailleurs qui se prévalent d'un congé parental et sont 21 fois plus nombreuses que les hommes à invoquer les soins à donner aux enfants pour expliquer la raison pour laquelle elles travaillent à temps partiel. Les femmes sont maintenant beaucoup plus susceptibles que les hommes d'être victimes de crimes violents. Les coûts économiques de la violence conjugale et les agressions sexuelles atteignent 12,2 milliards de dollars par an. Le gouvernement fédéral consacre environ 1,6 % de cette somme (189 millions de dollars) à la lutte contre la violence faite aux femmes. »

« Près d'un million de femmes occupant un emploi à temps partiel le font involontairement en invoquant comme raison le manque de travail à temps plein et la nécessité de se consacrer aux soins à donner aux enfants et à leur famille. »

Les soins de santé sont un droit

L'objectif des soins de santé privés n'est pas de garantir le droit des Canadiens à des soins de santé mais de faire faire des profits aux intérêts privés. Le CCPA souligne : « Au Canada, par rapport à la plupart des pays en Europe, seulement 71 % des dépenses de santé sont financées par le régime public. À l'inverse, le secteur privé de la santé au Canada est maintenant passé à presque un tiers (29 %) des dépenses de santé totales. »

Afin de garantir le droit aux soins de santé, l'objectif doit être réalisé au moyen d'un système de soins universel, complet, public et gratuit dans tous les aspects y compris la santé mentale. Un système universel de soins de santé doit être établi au sein du secteur de l'éducation publique pour qu'on puisse garantir un mode de vie sain et des soins de santé préventifs pour tous les enfants. Des professionnels de la santé devraient également être présents dans tous les lieux de travail pour assurer la santé et la sécurité des travailleurs.



Un système de santé publique ayant l'objectif de garantir le droit aux soins de santé doit comprendre la production publique de produits pharmaceutiques, de fournitures d'hôpitaux et toute l'infrastructure de santé requise y compris celle qui est destinée aux soins aux aînés. Afin de soutenir les soins de santé publics, le financement du système de santé, les activités de construction et d'entretien et la livraison des services de santé doivent être entièrement publics

et à l'abri de l'objectif du profit privé.

Toutes les entreprises de l'économie socialisée qui emploient des travailleurs doivent réaliser la valeur des soins de santé qui est intégrée à la force de travail et à la valeur sociale reproduite que produisent les travailleurs, et cette valeur réalisée doit être retournée au système de santé afin d'assurer sa reproduction élargie.

Le droit au logement

Dans ce cas-ci également, l'objectif doit être de garantir le droit au logement et non pas quelque autre objectif comme le profit privé pour la construction et le financement des projets.

L'infrastructure

Le financement, la construction et l'entretien de l'infrastructure doivent être entièrement publics et exclure l'objectif du profit privé. La conception, l'ingénierie et la construction des projets doivent être publiques, car dans le cas contraire la construction des infrastructures dégénère en stratagèmes pour payer les riches, comme c'est en grande partie présentement le cas. L'infrastructure, y compris les transports en commun, les routes, les ponts, etc., fait partie des moyens de production du pays et n'est pas un article de consommation pour les individus à être financé par les frais d'usager. La réalisation de la valeur de l'infrastructure doit être calculée et payée selon la valeur qu'elle apporte aux entreprises privées et d'État qui sont actives dans l'économie socialisée.

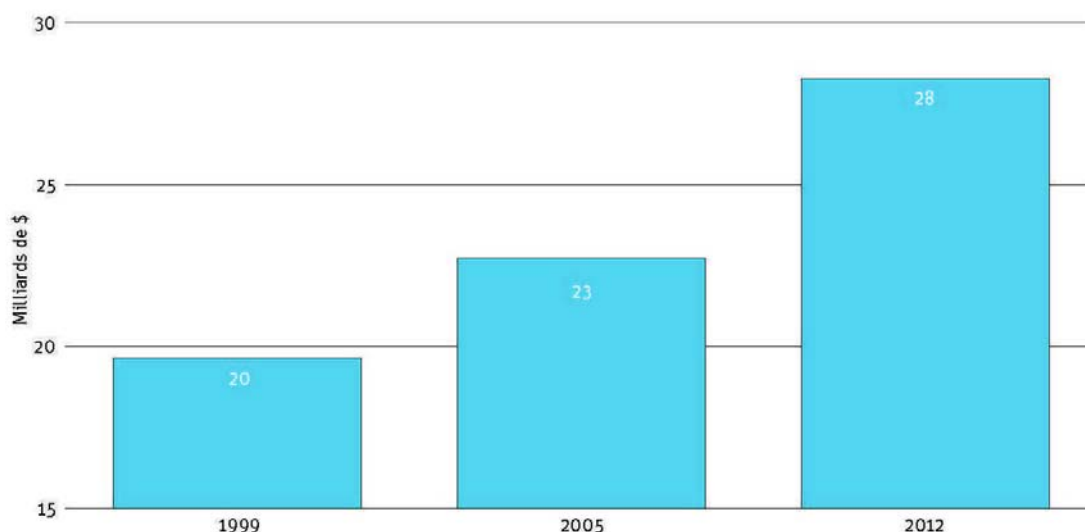
L'éducation postsecondaire

L'objectif de l'éducation postsecondaire est lui aussi le droit à une éducation de qualité pour tous.

Le CCPA écrit :

« Les collèges et universités du Canada ont doublé ou triplé les revenus en frais de scolarité depuis 2001, imposant aux diplômés des niveaux d'endettement sans précédent (voir la figure 1). Le catalyseur est apparu en 1996 lorsque le gouvernement du premier ministre Jean Chrétien a fait des compressions historiques aux transferts fédéraux pour l'EPS d'une valeur de 2,29 milliards de dollars (une réduction de 18 %), ce qui a entraîné la hausse considérable des frais de scolarité au cours des deux décennies suivantes.

FIGURE 14 Endettement étudiant aux établissements publics
(à l'échelle fédérale et provinciale), de 1999 à 2012



Source : Statistique Canada, Enquête sur la sécurité financière, 2014.

« Le revenu provenant des frais de scolarité versé aux collèges et aux universités a triplé depuis les compressions massives des dépenses fédérales en 1996. L'endettement des étudiants fréquentant des établissements publics au Canada a atteint 28 milliards de dollars en 2012 (un niveau sans précédent), lequel ne tient pas compte de l'endettement privé. Malgré les obligations issues des traités du Canada, plus de 10 000 étudiants autochtones sont sur une liste d'attente pour une formation postsecondaire. Les dépenses publiques consacrées à la formation et aux programmes d'apprentissage dans les métiers spécialisés au Canada se retrouvent au bas du monde industrialisé. »

Les conditions de vie des Canadiens vulnérables

Le CCPA écrit :

« En mars 2016, selon les estimations, 863 492 Canadiens et Canadiennes ont eu recours aux banques alimentaires, soit 28 % de plus qu'avant la récession de 2008. L'insécurité alimentaire a aussi grimpé de façon spectaculaire depuis 2008 : 12,5 % de personnes au Canada vivaient dans une certaine insécurité alimentaire en 2013.

« L'itinérance demeure à un niveau critique. Près d'un ménage canadien sur cinq a de sérieux problèmes de capacité de payer sur le plan du logement, quelque 35 000 Canadiens et Canadiennes sont sans abri au cours d'une nuit donnée et plus de 235 000 vivent une forme ou une autre d'itinérance au cours de l'année, ce qui peut être attribuable au « retrait de l'investissement fédéral dans les programmes de logement à prix abordable, ainsi qu'aux réductions nationales imposées aux services de bien-être à compter de la décennie 1980 . »

« Tout compte fait, les taux de pauvreté au Canada ont augmenté immédiatement après le début de la récession de 2008. [...] Le taux national de pauvreté en 2014 (la dernière année pour laquelle nous avons des données) était de 13 %, selon la mesure de faible revenu, tandis qu'il s'élevait à 11,3 % selon la mesure du panier de consommation. Cela représente entre 3,9 et 4,5 millions de Canadiens et Canadiennes qui vivent dans la pauvreté.

« Selon le plus récent Rapport national sur la pauvreté des enfants, plus de 1,3 million d'enfants (18,5 %) vivaient dans la pauvreté en 2014, contre 15,8 % en 1989, l'année où la Chambre des communes a adopté sa résolution de malheureuse mémoire visant à mettre un terme à la pauvreté chez les enfants avant 2000¹¹. Le taux plus élevé de pauvreté chez les enfants était jumelé à un plus grand pourcentage de familles pauvres avec des enfants dont au moins un parent travaillait à temps plein, pendant toute l'année (37 % en 2011, comparativement à 33 % en 1989).

« La situation est bien pire chez les enfants autochtones. Le taux de pauvreté chez les enfants autochtones, par exemple, est à un niveau alarmant de 51 %, et s'élève à 60 % s'il est restreint aux enfants vivant dans les réserves. Les taux de pauvreté sont aussi plus élevés chez les immigrants récents, les Autochtones en général, les groupes racialisés, les femmes âgées, les parents célibataires et les personnes aux prises avec une invalidité. Nous devons attendre jusqu'en 2018 pour obtenir de l'information de recensement à jour sur l'expérience de la pauvreté chez les personnes d'appartenance ethnique ou au statut d'immigrant. Toutefois, d'après l'enquête nationale de 2011 auprès des ménages, et selon la mesure de faible revenu après impôt, utilisée comme notre mesure de la pauvreté, l'incidence de pauvreté suivante a été soulevée :

« Immigrants : 18,3 % (comparativement aux non-immigrants : 13,6 %) Résidents non permanents : 38,1 % Minorité visible : 21,5 % (comparativement à la minorité non visible : 13,3 %)

Identité autochtone : 25,3 % (comparativement aux personnes d'identité non autochtone : 14,5 %)

Hommes : 11,9 % (comparativement aux femmes : 13,3 %)

Hommes de plus de 65 ans : 9,1 % (comparativement aux femmes de plus de 65 ans : 14,4 %)

Familles monoparentales : 34 % (comparativement aux familles à deux parents salariés : 5,1 % (comparativement aux familles à deux parents, dont un seul est salarié : 22,0 %)

Les adultes handicapés ont des taux 10 % plus élevés que ceux sans. »

Sécurité des personnes âgées

Le CCPA écrit :

« Seulement 38 % des travailleurs adhéraient à un régime de retraite en comparaison à 46 % en 1977. 11,7 millions de travailleurs n'avaient pas de régime de retraite en milieu de travail. Un seul travailleur sur quatre du secteur privé bénéficie d'un régime de retraite. En 2004, 71 % des détenteurs de régime de retraite du secteur privé disposaient d'un régime de pension à prestations déterminées, le régime le plus fiable ; en 2015, seulement 45 % des détenteurs de pensions avaient cette chance. Les taux de pauvreté des personnes âgées ont triplé entre 1995 et 2014, passant de 3,9 % à 12,5 %. »

L'attaque contre les régimes de retraites à prestations déterminées tant publiques que privées illustre l'objectif sinistre qui est à l'oeuvre de détruire ce programme social qui est le fruit de dures batailles. Le gouvernement Trudeau s'est joint à cet assaut contre les pensions avec son projet de loi C-27, *Loi modifiant la Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension*. Ce projet de loi est une attaque ouverte contre les régimes de retraite à prestations déterminées sous réglementation fédérale. La classe ouvrière s'oppose résolument à cette atteinte à ses droits avec le slogan : Défendons les pensions que nous avons ! Luttons pour des pensions pour tous !

La situation des retraités est une honte nationale. Les travailleurs doivent pouvoir prendre leur

retraite dans la dignité à un niveau de vie canadien. L'échange de la capacité de travail des travailleurs avec ceux qui possèdent et contrôlent les forces de production est un échange à vie et pas seulement valable pendant les années de travail. C'est le seul arrangement qui soit acceptable.

Agriculture

Le CCPA écrit :

« La dette agricole continue à s'accroître à un rythme effréné. En 2015, la dette agricole totale en cours pour le Canada dépassait 92 milliards de dollars.¹¹ Le revenu net total réalisé par le secteur agricole correspond à moins du dixième de cet endettement, ce qui signifie que les agriculteurs ont peu de latitude pour absorber des coûts plus élevés. Même une petite augmentation des taux d'intérêts aurait des répercussions très néfastes, car de nombreux agriculteurs ne pourraient plus payer leurs dettes. Les changements climatiques continuent d'accroître les risques et les dépenses, de précariser les revenus et de hausser le coût d'endettement. Pourtant, les agriculteurs produisent une immense richesse chaque année. La grande majorité de cette richesse est accaparée par de puissantes entreprises qui sont capables de régir les prix des intrants, comme le fourrage, les engrais, les produits chimiques agricoles, le carburant et le transport ferroviaire. Les prix payés pour les produits agricoles sont aussi régis par quelques gros acheteurs : des entreprises céréalières multinationales, des usines d'emballage des viandes et des détaillants. D'autre part, les prix des terres dépendent de plus en plus d'entreprises d'investissement dans les terres agricoles qui exigent des loyers élevés tout en spéculant sur la valeur des terres. Les agriculteurs comme tels ont très peu de pouvoir sur le marché. Par conséquent, une grande part de la dette agricole totale n'est pas attribuable à un investissement dans une capacité de production, mais représente plutôt des marges constamment insuffisantes parce que d'autres accaparent plus que leur juste part de la richesse produite par les agriculteurs.

« Pour régler l'endettement agricole, il faut réinvestir dans les structures institutionnelles qui protègent les intérêts des agriculteurs et font contrepartie au pouvoir monopolistique des entreprises agroalimentaires multinationales.

« Au cours des dix dernières années, la Commission canadienne des grains a été dépouillée de ses rôles importants et de son financement. Il faut remédier à cette situation. Les compagnies de chemin de fer ont réduit leur service et n'ont pas investi adéquatement dans le système de transport des céréales, bien qu'elles aient eu droit à des bénéfices considérables par le biais du revenu admissible maximal (plafond de revenu).

« Le démantèlement en 2012, sous l'ancien gouvernement fédéral, de la Commission canadienne du blé, l'organisme de vente à guichet unique pour le blé et l'orge que dirigeaient les agriculteurs, a fait perdre à l'économie agricole du Canada des milliards de dollars chaque année.



« En 2016, le Port de Churchill qui avait été précédemment privatisé a fermé ses portes. Cette mesure touchera particulièrement durement les agriculteurs du nord du Manitoba et de la Saskatchewan, car ils devront payer davantage pour transporter leurs céréales vers les ports du Sud.

« L'AÉCG ratifié par le gouvernement fédéral a affaibli notre système de gestion de l'offre en augmentant de 18 500 tonnes la part de l'Union européenne du marché du fromage, réduisant par le fait même la taille du marché laitier intérieur du Canada d'une quantité qui aurait pu justifier l'arrivée de 400 nouveaux agriculteurs.

« Les établissements de recherche agricole du Canada ont aussi subi d'importantes coupures au titre du financement et de nombreuses fermetures au cours des dix dernières années. Le gouvernement précédent a éliminé plus de 500 postes de recherche en agriculture entre 2012 et 2015. Des établissements de recherche et des stations de recherche sur le terrain utiles ont été fermés dans chaque région, ce qui a restreint la capacité du Canada de relever les défis émergents. Des biens et des rôles publics ont été transférés de façon irresponsable au secteur privé. La tâche de restaurer l'intérêt public du Canada dans les domaines scientifiques et techniques liés à l'agriculture est immense et urgente et nécessitera d'énormes ressources. »

La sécurité de l'eau

Le CCPA écrit :

« À l'automne 2016, 158 avis concernant la qualité de l'eau potable avaient été émis dans les collectivités des Premières nations. La *Loi sur la protection de la navigation* ne met pas à l'abri d'activités nuisibles pour 99 % des lacs et rivières au Canada. L'oléoduc Énergie Est à lui seul, parmi plusieurs nouveaux projets d'oléoduc à l'étude, met en péril 2 963 cours d'eau. Plus de 205 milliards de litres d'eaux usées brutes ont été déversés dans nos cours d'eau en 2015. »

L'infrastructure publique d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées

Le CCPA écrit :

« Selon le Bulletin de rendement des infrastructures canadiennes 2016, un tiers des infrastructures municipales du Canada risquent de se détériorer rapidement, 36 % de l'infrastructure de traitement des eaux usées affichent un état allant de passable à mauvais, alors que l'état de 29 % de l'infrastructure d'approvisionnement en eau est jugé passable à très mauvais. Ce rapport établit la valeur de remplacement totale des réseaux d'eau potable, d'eaux usées et d'eaux pluviales à 575 milliards de dollars. La Fédération canadienne des municipalités (FCM) estime qu'il en coûterait 61 milliards de dollars pour remplacer les réseaux dont l'état est jugé « mauvais » ou « très mauvais ». Le gouvernement libéral s'est engagé à consacrer 2 milliards de dollars en quatre ans à son nouveau Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées. En 2015, plus de 205 milliards de litres d'eaux usées brutes ont été déversés dans nos cours d'eau. »

La fonction publique fédérale

Le CCPA écrit :

« La population canadienne a augmenté de 43 % depuis 1983, mais la croissance de l'emploi dans la fonction publique fédérale n'a été que de 3 %. Quelque 24 000 postes ont été éliminés depuis les coupures imposées à la fonction publique en 2010. Beaucoup de ces emplois perdus doivent être récupérés si les niveaux de service vont être améliorés. Chaque tranche de 20 milliards de dollars du financement en PPP qui est actuellement proposé pour la banque de l'infrastructure occasionnerait des frais d'intérêt additionnels de 6,2 milliards de dollars.

« La population du Canada est passée de 25,3 millions de personnes en 1983 à 36,2 millions

en 2016, soit une augmentation de 43 %. Entre temps, le nombre de fonctionnaires fédéraux qui était de 250 882 en 1983 se chiffrait à 258 979 en 2016, ce qui représente une hausse de 3,1 % seulement. 1 Entre 1983 et 2015, le Produit intérieur brut (PIB) réel du Canada s'est accru de 120,8 %, alors que les dépenses réelles au titre des programmes fédéraux n'ont augmenté que de 52,6 %. La fonction publique doit croître si le gouvernement veut répondre aux besoins des citoyens.

« Dans l'ensemble, les coûts gouvernementaux liés à la rémunération ont diminué de 1,3 % ou 120 millions de dollars, comparativement au dernier exercice, notamment parce que le gouvernement compte une main-d'oeuvre précaire. Le nombre de fonctionnaires à temps plein diminue, alors que l'emploi à temps partiel a augmenté de 9,3 %, l'emploi occasionnel de 8,3 % et l'emploi pour étudiants de 6,0 %.6 La Commission de la fonction publique signale qu'en 2015-2016 un total de 4 533 travailleurs ont été embauchés pour une période indéterminée, sans compter les employés qui ont quitté ou ont pris leur retraite. Pendant la même période, 32 370 employés ont été embauchés pour pourvoir des postes temporaires, occasionnels ou d'étudiants. »



Journée de la terre palestinienne

Vive le peuple palestinien et sa résistance! Exigeons tous la fin de l'occupation!



Les Palestiniens commémorent la Journée de la Terre en marchant de Sakhnin à Deir Hanna.

Le 30 mars 2017 était le 41e anniversaire de la Journée de la Terre palestinienne. Cette journée commémore la lutte de résistance entamée contre les confiscations des terres en Palestine dans la région de Galilée le 30 mars 1976. [1] Cette résistance se poursuit toujours contre le vol systématique des terres et la négation des droits de la part de la puissance sioniste d'occupation et à la défense du droit d'être du peuple palestinien. En cette occasion, le Parti communiste du Canada

(marxiste-léniniste) transmet ses salutations militantes au peuple palestinien et réitère son appui indéfectible à sa cause, qui est devenue celle de toute l'humanité.



Comme par les années passées, des cérémonies solennelles et des rassemblements en Palestine et partout dans le monde ont rendu hommage aux martyrs du passé et affirmé que la résistance va se poursuivre jusqu'à ce que justice soit faite. Des marches ont été organisées par des Palestiniens à l'intérieur des frontières israéliennes, dans le Naqab (Néguev) par exemple de même qu'en Cisjordanie et dans la bande de Gaza occupées. Les manifestants ont notamment planté des arbres et restauré des structures démolies par les autorités israéliennes, en particulier aux endroits où les résidents ont perdu possession de leurs terres suite à de longues batailles juridiques contre les ordonnances d'éviction émises par les autorités israéliennes pour déposséder les Palestiniens. Comme ce fut le cas les années précédentes, les Palestiniens ont fait face à la répression violente exercée par les forces de sécurité israéliennes.

La confiscation de terres, le terrorisme d'État et les autres violations des droits par la puissance occupante se sont intensifiés cette année. Depuis le début de 2017, le gouvernement israélien a approuvé la construction de pas moins de 6 219 logements dans les colonies illégales en Cisjordanie occupée, dont 719 dans la partie est de Jérusalem. On rapporte aussi un nombre accru de démolitions de maisons palestiniennes par l'État sioniste. Plus de 24 habitations bédouines et d'autres édifices à la périphérie d'une colonie de peuplement illégale en Cisjordanie ont déjà été rasés cette année. Le 6 février, le parlement israélien a adopté un projet de loi visant à « légaliser » rétroactivement 53 colonies de peuplement et avant-postes illégaux sur des terres palestiniennes prises par la force, qui représentent plus de 80 hectares de terre et plus de 4 000 habitations de colonies.

Le 30 mars, au moment même où le monde entier commémorait la Journée de la Terre, le cabinet israélien a officiellement autorisé pour la première fois en vingt ans la construction d'une nouvelle colonie de peuplement près de la ville palestinienne de Naplouse en Cisjordanie occupée. Un membre du comité exécutif de l'Organisation de Libération de la Palestine, Hanan Ashrawi, a condamné cette décision. Il a déclaré : « Les efforts constants d'Israël pour élargir son entreprise de colonies de peuplement illégales dans le but de déplacer la Palestine et de la remplacer par le 'Grand Israël' sont un rappel aux gouvernements du monde qu'ils doivent intervenir immédiatement

et mettre en oeuvre des mesures concrètes pour tenir Israël redevable et lui imposer de sévères mesures punitives. »



Commémorations de la Journée de la Terre à Gaza

La Journée de la Terre palestinienne est l'occasion de réaffirmer la détermination du peuple palestinien et des peuples du monde qui l'appuient à mettre fin à l'occupation et à affirmer ses droits. Cette réaffirmation est inséparable de la lutte du peuple palestinien contre la confiscation continue de ses terres et pour le retour de ces terres qui lui reviennent en tant que droit inaliénable. En cette Journée de la Terre palestinienne 2017, le PCC(M-L) lance l'appel à tous les Canadiens d'intensifier leur opposition aux violations continues des droits du peuple palestinien et de s'unir à la défense de leur droit d'être.

Note

1. Le 30 mars 1976, les Palestiniens vivant dans les villages de la région de Galilée ont déclaré une grève générale et manifesté contre les confiscations de leurs terres. À ce moment-là, Israël s'était engagé dans un projet national visant à construire des nouvelles localités juives-israéliennes dans la région où se trouvaient des terres appartenant à des citoyens palestiniens. Israël a répondu par la violence d'État, tuant six Palestiniens. En tout, 20 000 dounams (2 000 hectares) ont été confisqués. Les soldats israéliens ont tué six manifestants et en ont blessé plus d'une centaine pour tenter de briser la résistance.

(Sources : Palestine News Network, Al Jazeera anglais. Photos : M. Assad, H. Motola)

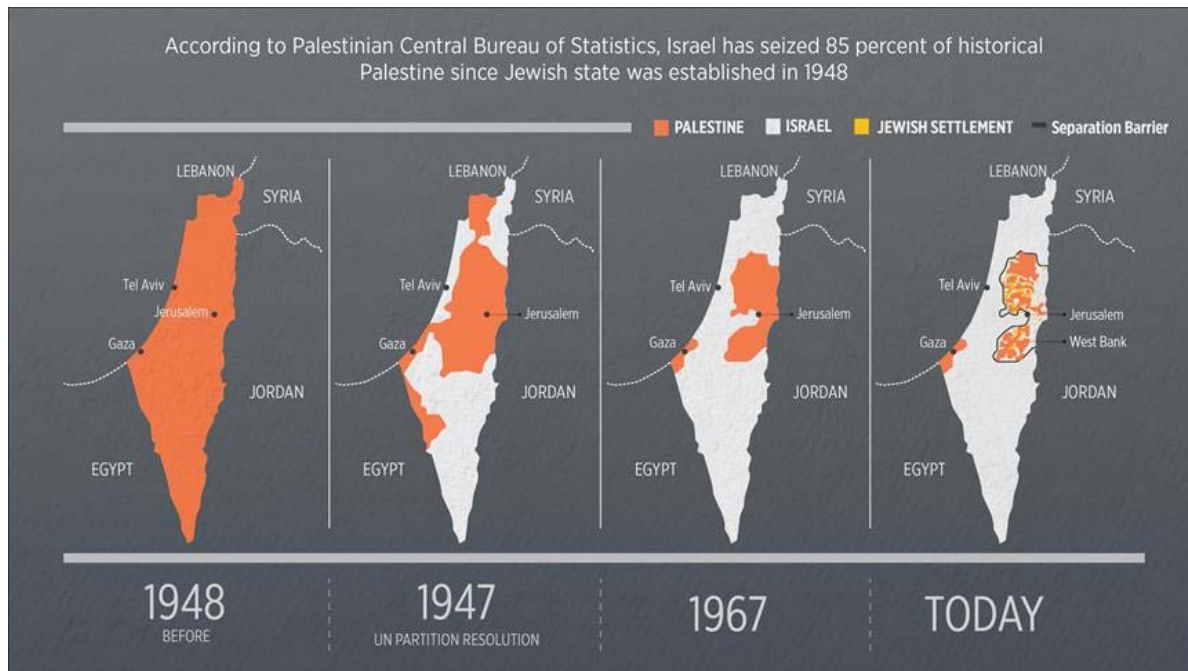


Avec l'occupation, Israël détient plus de 85% de la Palestine historique

À la veille du 41^e anniversaire de la Journée de la Terre le 30 mars 2017, Ola Awad, présidente du Bureau central palestinien des statistiques (BCPS) a présenté des chiffres et des statistiques qui

mettent en lumière l'importance de l'événement. À chaque année, le peuple palestinien souligne la confiscation de 21 000 dounams (plus de 2 000 hectares) de terres à Al-Jalil, Al-Muthalth et Al-Naqab le 30 mars 1976 par les autorités israéliennes, qui ont aussi tué six jeunes manifestants.

Selon le BCPS, les autorités d'occupation israéliennes détiennent plus de 85 % du territoire historique de la Palestine, soit environ 27 000 kilomètres carrés. Les Arabes forment 48 % de la population totale mais n'ont accès qu'à 15 % du territoire.



[Cliquer sur l'image pour l'agrandir](#)

40 % de la Cisjordanie convertie en terres d'État israéliennes

Suite à l'occupation israélienne de la Cisjordanie et de la bande de Gaza en 1967, les autorités d'occupation ont commencé à prendre possession des cadastres de propriété foncière qui étaient anciennement administrés par les autorités jordaniennes ainsi que de terres qui avaient été propriété d'État depuis l'ère ottomane, représentant 527 000 dounams (52 700 hectares). En même temps, l'enregistrement foncier par les Palestiniens a été gelé.

À la fin de 1973, les autorités d'occupation israéliennes avaient confisqué un autre 160 000 dounams (16 000 hectares) en tant que « terres d'État ». Entre 1979 et 2002, un autre 900 000 dounams (90 000 hectares) ont été volés. Selon le BCPS, la superficie que les autorités d'occupation israéliennes considèrent maintenant comme des « terres d'État » atteint plus de 2 247 000 dounams (224 700 hectares), soit près de 40 % de la Cisjordanie.

La politique des occupants de démolitions à Jérusalem

Les autorités d'occupation israéliennes continuent de démolir des édifices palestiniens et d'empêcher l'émission de nouveaux permis de construction en territoire palestinien occupé, notamment dans la capitale Jérusalem et autour de la ville. En même temps, l'occupant israélien continue d'approuver les permis de construction d'unités domiciliaires pour les colonies israéliennes. En 2016, les autorités d'occupation ont démoli environ 309 édifices palestiniens à Jérusalem et émis 227 nouvelles ordonnances de démolition. La plupart des démolitions à Jérusalem ont été faites dans le district d'Abu Nuwar, où la seule école qui s'y trouvait avec ses six classes a été démolie de même qu'une mosquée en construction à Sur Bahir.

Près de la moitié des colonies occupent des terres privées palestiniennes

À la fin de 2015, il y avait 413 colonies israéliennes distinctes en Cisjordanie, dont 150 colonies domiciliaires et 119 avant-postes. Près de 48 % de la superficie de ces colonies était située sur des terres palestiniennes privées, selon le BCPS. En 2016, la puissance occupante a autorisé 115 nouveaux projets de colonies, incluant la construction de plus de 5 000 unités domiciliaires.

Ces mêmes autorités ont privé les Palestiniens de leur droit de construire sur leurs terres, empêchant toute expansion urbaine surtout pour les Palestiniens à Jérusalem et dans la « zone C » qui est entièrement placée sous le contrôle militaire d'Israël. La « zone C » représente plus de 60 % de la Cisjordanie. Au cours des cinq dernières années, des 97 projets de construction palestiniens soumis pour l'approbation des autorités d'occupation, seulement quatre ont été approuvés. Le mur isarélien d'expansion et d'annexion isole aussi plus de 12 % des terres de la Cisjordanie.

Les chiffres du BCPS révèlent qu'il y avait plus de 617 291 colons sionistes en Cisjordanie vers la fin de 2015. De ces colons, 292 555 vivaient dans le gouvernorat de Jérusalem et de ce nombre 214 135 vivaient dans la zone « J1 » de Jérusalem, zone qui avait été annexée par la force par Israël au début de son occupation de la Cisjordanie en 1967. Il y a environ 21 colons pour 100 Palestiniens en tout en Cisjordanie alors qu'il y a 69 colons pour 100 Palestiniens dans le gouvernorat de Jérusalem.

Politique de nettoyage ethnique des Palestiniens en Cisjordanie

Les autorités d'occupation israélienne poursuivent leur politique de nettoyage ethnique des Palestiniens en Cisjordanie par la démolition des maisons et par les colonies qui chassent le peuple de ses terres. En 2016, les autorités israéliennes ont démolé 1023 maisons et établissements palestiniens en Cisjordanie (309 dans le gouvernorat de Jérusalem) et ont émis 657 nouvelles ordonnances de démolition. Ces démolitions ont mené au déplacement de plus de 1620 citoyens palestiniens, dont la moitié sont des enfants.

Siège continu de la bande de Gaza

Malgré la faible superficie de la bande de Gaza, les autorités israéliennes ont décrété une « zone tampon » de plus de 1 500 mètres à partir de sa frontière est. En vertu de l'occupation, plus de 24 % de la superficie de Gaza a maintenant été usurpée (365 kilomètres carrés). On estime que la bande de Gaza est une des régions les plus densément peuplées du monde, avec environ 5000 personnes par kilomètre carré.

Sources

1. Bureau central palestinien des statistiques 2016 : colonies israéliennes en Cisjordanie, 2015. Ramallah-Palestine
2. Centre d'études et de documentation Abdullah Al-Hourani, Rapport annuel, 2016
3. Bureau national de la Défense des terres et de Résistance aux colonies. 2016
4. Institut de recherche appliquée de Jérusalem (IRAJ), 2016

(Palestine News Network, le 30 mars 2017. Graphique: Anadolu Agency)

